

## TABLEAU COMPARATIF

Textes en vigueur

Texte du projet de loi

Propositions de la commission

**Projet de loi sur le dialogue social  
et la continuité du service public dans  
les transports terrestres réguliers  
de voyageurs**

**Projet de loi sur le dialogue social  
et la continuité du service public dans  
les transports terrestres réguliers  
de voyageurs**

TITRE I<sup>ER</sup>

TITRE I<sup>ER</sup>

**CHAMP D'APPLICATION**

**CHAMP D'APPLICATION**

Article 1<sup>er</sup>

Article 1<sup>er</sup>

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux services publics de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique.

Sans modification

Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° « Entreprise de transport » : toute entreprise ou toute régie, chargée d'une mission de service public de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique ;

2° « Autorité organisatrice de transport » : toute collectivité publique, groupement de collectivités ou établissement public compétent, directement ou par délégation, pour l'institution et l'organisation d'un service public de transport terrestre régulier de personnes à vocation non touristique.

TITRE II

TITRE II

**DIALOGUE SOCIAL ET  
PRÉVENTION DES CONFLITS  
DANS LES ENTREPRISES  
DE TRANSPORT**

**DIALOGUE SOCIAL ET  
PRÉVENTION DES CONFLITS  
DANS LES ENTREPRISES  
DE TRANSPORT**

Article 2

Article 2

I. - Dans les entreprises de transport mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, l'employeur et les organisations syndicales

I. - Dans ...

**Textes en vigueur**

**Texte du projet de loi**

**Propositions de la commission**

représentatives engagent des négociations en vue de la signature, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008, d'un accord cadre organisant une procédure de prévention des conflits et tendant à développer le dialogue social. Dans ces entreprises, le dépôt d'un préavis de grève ne peut intervenir qu'après une négociation préalable entre l'employeur et les organisations syndicales représentatives, dans les conditions prévues par l'accord cadre.

Des négociations peuvent également être engagées au niveau de la branche pour organiser une procédure de prévention des conflits et développer le dialogue social. Les accords de branche qui prévoient des règles d'organisation ou de déroulement de la négociation préalable mentionnée au premier alinéa s'appliquent dans les entreprises de transport où aucun accord cadre n'a pu être signé. L'accord cadre régulièrement négocié s'applique, dès sa signature, en lieu et place de l'accord de branche.

Un décret en Conseil d'État fixe les règles d'organisation et de déroulement de la négociation préalable mentionnée au premier alinéa dans les entreprises de transport où, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008, aucun accord cadre n'a pu être signé et aucun accord de branche ne s'applique. Les règles d'organisation et de déroulement ainsi prévues respectent les conditions posées au II. L'accord de branche ou l'accord cadre régulièrement négocié après cette date s'applique, dès sa signature, en lieu et place de ce décret.

II. - L'accord cadre prévu au premier alinéa détermine notamment :

1° Les conditions dans lesquelles une organisation syndicale représentative procède à la notification, à l'employeur, des motifs pour lesquels elle envisage de déposer le préavis de grève prévu à l'article L. 521-3 du code du travail ;

... représentatives *qui envisagent de déposer le préavis*, dans les conditions prévues par l'accord cadre.

Des négociations *sont* également engagées au niveau de la branche *en vue de la signature, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008, d'un accord organisant une procédure de prévention des conflits et tendant à développer le dialogue social.* Les ...

... branche.

Alinéa sans modification

II. - Alinéa sans modification

1° Non modifié

**Code du travail**

Art. L. 521-3. - Lorsque les personnels mentionnés à l'article L. 521-2 font usage du droit de grève, la cessation concertée du travail doit être précédée d'un préavis.

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>Le préavis émane de l'organisation ou d'une des organisations syndicales les plus représentatives sur le plan national, dans la catégorie professionnelle ou dans l'entreprise, l'organisme ou le service intéressé.</p> <p>Il précise les motifs du recours à la grève.</p> <p>Le préavis doit parvenir cinq jours francs avant le déclenchement de la grève à l'autorité hiérarchique ou à la direction de l'établissement, de l'entreprise ou de l'organisme intéressé. Il fixe le lieu, la date et l'heure du début ainsi que la durée limitée ou non, de la grève envisagée.</p> <p>Pendant la durée du préavis, les parties intéressées sont tenues de négocier.</p>	<p>2° Le délai dans lequel, à compter de cette notification, l'employeur est tenu de réunir les organisations syndicales représentatives. Ce délai ne peut dépasser trois jours ;</p> <p>3° La durée dont l'employeur et les organisations syndicales représentatives disposent pour conduire la négociation préalable mentionnée au I. Cette durée ne peut excéder huit jours à compter de cette notification ;</p> <p>4° Les informations qui doivent être transmises par l'employeur aux organisations syndicales représentatives, en vue de favoriser la réussite du processus de négociation, ainsi que le délai dans lequel ces informations doivent être fournies ;</p> <p>5° Les conditions dans lesquelles la négociation préalable entre les organisations syndicales représentatives et l'employeur se déroule ;</p> <p>6° Les modalités d'élaboration du relevé de conclusions de la négociation préalable, ainsi que les informations qui doivent y figurer ;</p> <p>7° Les conditions dans lesquelles les salariés sont informés des motifs du</p>	<p>2° Le ...</p> <p>... représentatives <i>qui ont procédé à la notification</i>. Ce délai ...</p> <p>... jours ;</p> <p>3° La ...</p> <p>... représentatives <i>qui ont procédé à la notification</i> disposent ...</p> <p>... notification ;</p> <p>4° Les ...</p> <p>... représentatives <i>qui ont procédé à la notification</i>, en vue ...</p> <p>... fournies ;</p> <p>5° Les ...</p> <p>... représentatives <i>qui ont procédé à la notification</i> et ...</p> <p>... déroule ;</p> <p>6° Non modifié</p> <p>7° Les ...</p>

**Textes en vigueur**

**Texte du projet de loi**

**Propositions de la commission**

conflit, de la position de l'employeur, de la position des organisations syndicales représentatives, ainsi que les conditions dans lesquelles ils reçoivent communication du relevé de conclusions de la négociation préalable.

III. - Les accords cadres signés les 30 mai 1996 et 23 octobre 2001 à la Régie autonome des transports parisiens et le 28 octobre 2004 à la Société nationale des chemins de fer français, ainsi que les accords relatifs à la prévention des conflits conclus dans les entreprises de transport avant le 1<sup>er</sup> juillet 2007 demeurent applicables jusqu'à la conclusion de nouveaux accords, qui seront soumis aux dispositions du présent article.

Article 3

Lorsqu'un préavis a été déposé dans les conditions prévues à l'article L. 521-3 du code du travail, par une ou plusieurs organisations syndicales représentatives, un nouveau préavis ne peut être déposé par la ou les mêmes organisations et pour les mêmes motifs avant l'échéance du préavis en cours et avant que la procédure prévue à l'article 2 n'ait été mise en oeuvre.

TITRE III

**ORGANISATION DE LA  
CONTINUITÉ DU SERVICE  
PUBLIC EN CAS DE GRÈVE  
OU AUTRE PERTURBATION  
PRÉVISIBLE DU TRAFIC**

Article 4

I. - Après consultation des représentants des usagers, l'autorité organisatrice de transport définit les dessertes qui doivent être prioritairement assurées pour permettre, notamment, les déplacements quotidiens de la population en cas de grève ou d'autre perturbation prévisible du trafic.

... représentatives *qui ont procédé à la notification*, ainsi que ...

... préalable.

III. - Les ...

... article, *et, au plus tard, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2009.*

Article 3

Sans modification

TITRE III

**ORGANISATION DE LA  
CONTINUITÉ DU SERVICE  
PUBLIC EN CAS DE PERTURBA-  
TION PRÉVISIBLE DU TRAFIC**

Article 4

I. - Après ...

... dessertes  
*à assurer en priorité* en cas de perturbation prévisible du trafic.

**Textes en vigueur**

**Texte du projet de loi**

**Propositions de la commission**

Au sein des priorités de desserte ainsi définies, l'autorité organisatrice de transport détermine celles qui correspondent à un besoin essentiel de la population. L'autorité organisatrice arrête les conditions dans lesquelles une desserte doit être assurée, notamment les fréquences et les plages horaires auxquelles elle doit l'être pour qu'il ne soit pas porté, en cas de grève des salariés des entreprises de transport, une atteinte disproportionnée :

1° À la liberté d'aller et venir ;

2° À l'accès aux services publics, notamment sanitaires, sociaux et d'enseignement ;

3° À la liberté du travail ;

4° À la liberté du commerce et de l'industrie.

Les priorités de desserte sont rendues publiques.

II. - L'entreprise de transport élabore un plan de transport adapté aux priorités de desserte définies au I et un plan d'information des usagers. Après consultation des institutions représentatives du personnel, elle soumet ces plans à l'approbation de l'autorité organisatrice de transport.

*Sont réputées prévisibles les perturbations qui résultent :*

*- de grèves ;*

*- d'incidents techniques, dès lors qu'un délai de trente-six heures s'est écoulé depuis leur survenance ;*

*- d'aléas climatiques, dès lors qu'un délai de trente-six heures s'est écoulé depuis le déclenchement d'une alerte météorologique ;*

*- de tout événement dont l'existence a été portée à la connaissance de l'entreprise de transport par le représentant de l'Etat, l'autorité organisatrice ou le gestionnaire de l'infrastructure depuis trente-six heures.*

*Pour assurer les dessertes prioritaires, l'autorité organisatrice de transport peut déterminer différents niveaux de service en fonction de l'importance de la perturbation. Le niveau minimal de service doit permettre d'éviter que soit portée une atteinte disproportionnée à la liberté d'aller et venir, à l'accès aux services publics, à la liberté du travail, à la liberté du commerce et de l'industrie et à l'organisation des transports scolaires. Il doit également garantir l'accès au service public d'enseignement les jours d'examens nationaux.*

**2° Supprimé**

**3° Supprimé**

**4° Supprimé**

Les priorités de desserte et les différents niveaux de service sont rendus publics.

II. - L'entreprise de transport élabore :

- un plan de transport adapté aux priorités de dessertes et aux niveaux de service définis par l'autorité organisatrice, qui précise pour chaque niveau de service les plages horaires et les fréquences à assurer ;

- un plan d'information des usagers conforme aux dispositions de l'article 7 de la présente loi.

Textes en vigueur

Texte du projet de loi

Propositions de la commission

Le plan de transport adapté indique les niveaux de service à assurer. Pour chaque niveau, sont précisés notamment les horaires et les fréquences de celui-ci.

Le plan de transport adapté est approuvé par l'autorité organisatrice de transport.

III. - Les conventions d'exploitation conclues par les autorités organisatrices de transport et les entreprises de transport après l'entrée en vigueur de la présente loi comportent le plan de transport adapté et le plan d'information des usagers.

Les conventions d'exploitation en cours sont modifiées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008 pour intégrer le plan de transport adapté et le plan d'information des usagers.

IV. - En cas de carence de l'autorité organisatrice de transport, et après une mise en demeure, le représentant de l'État peut arrêter les priorités de desserte dans le respect des conditions prévues au I du présent article.

Article 5

I. - Dans les entreprises de transport, l'employeur et les organisations syndicales représentatives engagent des négociations en vue de la signature, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008, d'un accord collectif de prévisibilité du service applicable en cas de grève ou d'autre perturbation prévisible du trafic.

L'accord collectif de prévisibilité du service recense, par métiers, fonctions et niveau de compétence ou de qualification, les catégories d'agents et

*Après consultation des institutions représentatives du personnel, elle soumet ces plans à l'approbation de l'autorité organisatrice.*

*Alinéa supprimé*

*Alinéa supprimé*

III. - *Les plans visés au II sont intégrés aux conventions ...*

*... transport avec les entreprises de transport. Les conventions en cours sont modifiées en ce sens avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008.*

*Alinéa supprimé*

IV.- *Le représentant de l'Etat est tenu informé par l'autorité organisatrice de transport de la définition des dessertes prioritaires et des niveaux de services attendus, ainsi que de l'élaboration des plans visés au II et de leur intégration aux conventions d'exploitation.*

*En cas de carence de l'autorité organisatrice, et après une mise en demeure, le représentant de l'Etat arrête les priorités de desserte ou approuve les plans visés au II.*

Article 5

I. - Dans ...

*... en cas de perturbation prévisible du trafic.*

*L'accord ...*

**Textes en vigueur**

**Texte du projet de loi**

**Propositions de la commission**

—

—

—

leurs effectifs, ainsi que les moyens matériels indispensables à l'exécution, conformément aux règles de sécurité en vigueur, du niveau de service prévu dans le plan de transport adapté.

Il définit en outre les conditions dans lesquelles sont portées à la connaissance de l'employeur les informations nécessaires à l'organisation du service que l'entreprise doit assurer en cas de grève. Il fixe les conditions dans lesquelles l'organisation du travail est révisée et les personnels non grévistes réaffectés afin de permettre la mise en oeuvre du plan de transport adapté.

À défaut d'accord, un plan de prévisibilité est défini par l'entreprise. L'accord ou le plan est notifié au représentant de l'État et à l'autorité organisatrice de transport.

II. - Pour permettre à l'entreprise d'établir et de rendre public le niveau de service assuré en cas de grève, les salariés relevant des catégories d'agents mentionnées au I dont la présence détermine directement l'offre de service informent, au plus tard quarante-huit heures avant le début de la grève, le chef d'entreprise ou la personne désignée par lui de leur intention de participer à celle-ci. Les informations issues de ces déclarations individuelles ne peuvent être utilisées que pour l'organisation du service durant la grève. Elles sont couvertes par le secret professionnel. Leur utilisation à d'autres fins ou leur communication à toute personne autre que celles désignées par le chef d'entreprise comme étant chargées de l'organisation du service est passible des peines prévues à l'article 226-13 du code pénal.

Est passible d'une sanction disciplinaire le salarié qui n'a pas informé son employeur de son intention de participer à la grève dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

... matériels, indispensables ...

... vigueur, *des niveaux* de service *prévus* dans le plan de transport adapté.

Il *fixe* les conditions dans lesquelles, *en cas de perturbation prévisible*, l'organisation du travail est révisée et les personnels *disponibles* réaffectés afin de permettre la mise en oeuvre du plan de transport adapté. *Il précise également les conditions d'application des dispositions du II dans l'entreprise.*

Alinéa sans modification

II. - *En cas de grève*, les salariés relevant des catégories d'agents mentionnées au I informent, au plus tard quarante-huit heures avant l'heure *mentionnée dans le préavis* pour le début de la grève, le chef d'entreprise ou la personne désignée par lui de leur intention *d'y* participer. Les informations ...

... pénal.

Alinéa sans modification

**Code pénal**

Art. 226-13. - La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

Textes en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
	<p data-bbox="750 392 845 425">Article 6</p> <p data-bbox="574 862 1013 1411">Au-delà de huit jours de grève, une consultation peut être organisée par l'employeur, de sa propre initiative ou à la demande d'une organisation syndicale représentative. Elle est ouverte aux salariés qui sont concernés par les motifs mentionnés dans le préavis et porte sur la poursuite de la grève. Les conditions du vote sont définies, par l'entreprise, dans les vingt-quatre heures qui suivent la décision d'organiser la consultation. L'entreprise en informe l'inspecteur du travail. La consultation est assurée dans des conditions garantissant le secret du vote. Son résultat n'affecte pas l'exercice du droit de grève.</p>	<p data-bbox="1197 392 1300 425">Article 6</p> <p data-bbox="1029 448 1476 840"><i>I (nouveau). - Dès le début de la grève, les parties au conflit peuvent décider de désigner un médiateur, choisi d'un commun accord, aux fins de favoriser le règlement amiable de leurs différends. Le médiateur dispose, pour exercer sa mission, des pouvoirs mentionnés à l'article L. 524-2 du code du travail. Il veille à la loyauté et à la sincérité de la consultation éventuellement organisée en application du II du présent article.</i></p> <p data-bbox="1029 862 1476 1153"><i>II. - Au-delà de huit jours de grève, l'employeur, une organisation syndicale représentative ou le médiateur éventuellement désigné par les parties peuvent décider l'organisation par l'entreprise d'une consultation sur la poursuite de la grève, ouverte aux salariés concernés par les motifs mentionnés dans le préavis. Les conditions ...</i></p> <p data-bbox="1029 1377 1125 1411">... grève</p>
	<p data-bbox="750 1444 845 1478">Article 7</p> <p data-bbox="574 1500 1013 1892">Tout usager du service public de transport a le droit de disposer, en cas de perturbation du trafic, d'une information précise et fiable sur le service assuré, dans les conditions prévues par le plan d'information des usagers prévu à l'article 4. Lorsque la perturbation présente un caractère prévisible ou résulte d'une grève, cette information doit être assurée au plus tard vingt-quatre heures avant le début de la perturbation ou de la grève.</p> <p data-bbox="574 1892 1013 1980">Il appartient à l'entreprise de transport de garantir, par tout moyen d'information, l'effectivité de ce droit.</p>	<p data-bbox="1197 1444 1300 1478">Article 7</p> <p data-bbox="1029 1500 1476 1691"><i>En cas de perturbation du trafic, tout usager a le droit de disposer d'une information précise et fiable sur le service assuré. Le plan d'information des usagers visé à l'article 4 doit permettre le plein exercice de ce droit.</i></p> <p data-bbox="1029 1691 1476 1825"><i>En cas de perturbation prévisible, l'information aux usagers doit être délivrée au plus tard vingt-quatre heures avant le début de la perturbation.</i></p> <p data-bbox="1029 1892 1476 1980"><i>L'entreprise informe immédiatement l'autorité organisatrice de toute perturbation ou risque de perturbation.</i></p>



**Textes en vigueur**

**Texte du projet de loi**

**Propositions de la commission**

Article 8

Un décret en Conseil d'État définit les conditions dans lesquelles l'autorité organisatrice de transport peut imposer à l'entreprise de transport ou mettre à sa charge un remboursement total ou partiel des titres de transport aux usagers en cas de défaut d'exécution dans la mise en oeuvre du plan de transport adapté et du plan d'information des usagers prévus à l'article 4.

Article 9

La rémunération d'un salarié participant à une grève est réduite en fonction de la durée non travaillée en raison de la participation à cette grève.

Article 8

*En cas de défaut d'exécution, dans la mise en oeuvre du plan de transport adapté ou du plan d'information des usagers prévus à l'article 4, l'autorité organisatrice de transport impose à l'entreprise de transport, sauf cas de force majeure, un remboursement total des titres de transport aux usagers en fonction de la durée d'inexécution de ces plans.*

*L'autorité organisatrice de transport détermine par convention avec l'entreprise de transport, les modalités pratiques de ce remboursement selon les catégories d'usagers.*

*Lorsque des pénalités pour non-réalisation du plan de transport adapté sont par ailleurs prévues, l'autorité organisatrice de transport peut décider de les affecter au financement du remboursement des usagers.*

Article 9

Alinéa sans modification

*Un accord de fin de conflit ne peut comporter de disposition ayant pour objet ou pour effet de rémunérer les heures non travaillées en raison de la participation à la grève.*

*Article additionnel après l'article 9*

*Avant le 1<sup>er</sup> octobre 2008, un rapport d'évaluation sur l'application de la présente loi est adressé par le Gouvernement au Parlement.*

*Ce rapport présente notamment le bilan :*

*- des accords cadre et accords de branche signés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008 ;*

*- des procédures de dialogue social mises en oeuvre et de leur impact au regard de l'objectif de prévention des conflits ;*

*- des actions de substitution du représentant de l'Etat éventuellement*

**Textes en vigueur**

—

**Texte du projet de loi**

—

**Propositions de la commission**

—

*intervenues en application de l'article 4 de la présente loi ;*

*- des plans de transport adapté et des plans d'information des usagers élaborés par les entreprises de transport ;*

*- des accords collectifs de prévisibilité mis en place par ces entreprises ;*

*- du remboursement des titres de transport aux usagers, tel que prévu à l'article 8 de la présente loi.*

*Au vu de ce bilan, le rapport examine l'opportunité d'étendre le dispositif de la présente loi aux autres modes de transport, voire de le transposer à d'autres services publics.*